



Propositions de modifications du règlement disciplinaire

CODIR – 24 avril 2024



Dispositions relatives à la compétences des organismes de disciplines



La compétence des organismes disciplinaires de la FFN

La compétence exclusive des organismes de disciplines nationales

2.6.1.2 Compétence matérielle exclusive de l'ODF et de l'OGA

L'ODF en première instance (quels que soient le contexte ou la localisation géographique où ils ont été commis) et l'OGA sont seuls compétents pour prononcer des sanctions concernant des faits de :

- Harcèlement physique ou moral ;
- Maltraitements, dont le bizutage ;
- Tout comportement constitutif de violences sexistes ou sexuelles, sous toutes leurs formes, ainsi que, de manière générale, tout agissement caractérisant une discrimination à l'égard d'autrui en raison de son genre, portant atteinte à sa dignité et susceptible de nuire à son état physique et / ou psychologique.



La compétence des organismes disciplinaires de la FFN

La compétence territoriale des organismes de discipline

2.6.2.1. Compétence territoriale de l'ODF

L'ODF est compétent pour prononcer des sanctions concernant des faits qui se sont produits :

- soit au cours ou à l'occasion de compétitions organisées par la FFN, notamment pour la discipline du Water-Polo pour laquelle il se prononce sur les championnats, coupes et trophées de niveau national (sans tenir compte de la catégorie d'âge) ;
- soit dans le cadre de la vie fédérale à l'échelon national ou international.

2.6.2.2. Compétence territoriale des ODR

Sous réserve de ce qui relève de la compétence de l'ODF en application des articles 2.6.1.2 et 2.6.2.1 énoncé ci-dessus, les ODR sont compétents pour statuer sur les affaires disciplinaires concernant des faits qui se sont produits :

- soit au cours ou à l'occasion de compétitions organisées par la Liges régionale ou ses Comités départementaux, notamment pour la discipline du Water-Polo pour laquelle ils se prononcent sur les compétitions de niveau régional (y compris les tours précédant les phases finales en Nationale 3) ou inférieur qui ne sont pas cités à l'article 2.6.2.1
- soit dans le cadre de la vie fédérale à l'échelon territorial.



Dispositions relatives à la procédure disciplinaire



Le renseignement d'informations nécessaires au bon déroulement de la procédure

Article 14: Procédure

[...]Un courriel informant le secrétariat de l'ODF de la présence de toute personne lors de l'audience est requis. Dans le cas contraire et sauf huis clos prononcé par le Président de l'organisme, cette personne pourra assister à l'audience en qualité de spectateur mais ne pourra y prendre part.

Si le licencié concerné demande à se faire représenter par une personne de son choix, il devra fournir au secrétariat de l'ODF un mandat de représentation précisant l'identité et la qualité de la personne qui le représentera[...].



Dispositions relatives aux sanctions disciplinaires



L'entrée en vigueur des sanctions propre à la discipline du Water-Polo

Article 24: Date d'entrée en vigueur de sanctions et modalités d'exécution

[...] Pour la discipline du Water-Polo les sanctions prises par les organismes de discipline et les sanctions prise en considération du barème des sanctions de références pour lesquelles aucune audition n'est décidée sont exécutoires 24 heures après la notification du licencié concerné et/ou de son club d'appartenance.

La notification de sanction est adressée au club par l'intermédiaire de l'adresse électronique du Président et/ou du correspondant de la structure, identifié et renseigné sur la plateforme Extranat.

Le licencié est notifié de sa sanction à l'adresse électronique renseignée sur la plateforme Extranat. Si l'adresse électronique du licencié est erronée ou n'est pas renseignée sur la plateforme Extranat, il revient au club d'informer le licencié de la sanction disciplinaire le concernant [...].



Le traitement des situations de récidive et du sursis

Le traitement de la récidive et du sursis en discipline générale

26.1. Traitement de la récidive et du sursis en discipline générale

Les sanctions prévues à l'article 22, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent être assorties en tout ou partie d'un sursis.

En cas de sanction assortie totalement d'un sursis, la période probatoire commence à la date spécifiée dans la décision notifiée.

L'organe disciplinaire peut décider de prononcer la révocation de tout ou partie d'un sursis dès lors que les faits constituant une nouvelle infraction ont été commis avant l'expiration du délai de prescription et que leur nature se rapproche de celle ayant justifié le prononcé de la sanction initiale.

La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai d'un à cinq ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction. La durée du sursis est fixée dans le tableau en annexe 2 du règlement disciplinaire.

Toute nouvelle infraction sanctionnée pendant ce délai pourra emporter révocation de tout ou partie du sursis, sur décision de l'organe disciplinaire compétent.

Par ailleurs, la sanction peut être aggravée lorsqu'un assujetti commet, dans le délai énoncé en annexe 2 du présent règlement, une infraction dont la nature se rapproche de celle ayant conduit au prononcé d'une précédente sanction (récidive).



Le traitement des situations de récidive et du sursis

Le traitement de la récidive et du sursis pour le Water-Polo

26.2. Traitement de la récidive et du sursis en discipline générale

Les sanctions prévues à l'article 22, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent être assorties en tout ou partie d'un sursis.

En cas de sanction assortie totalement d'un sursis, la période probatoire commence à la date spécifiée dans la décision notifiée.

L'organe disciplinaire peut décider de prononcer la révocation de tout ou partie d'un sursis dès lors que les faits constituant une nouvelle infraction ont été commis avant l'expiration du délai de prescription et que leur nature se rapproche de celle ayant justifié le prononcé de la sanction initiale.

La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai d'un à cinq ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction. La durée du sursis est fixée dans le tableau en annexe 2 du règlement disciplinaire.



Le traitement des situations de récidive et du sursis

Grille des délais de révocation du sursis

Faits	Délais de révocation du sursis
Suite à réserver aux décisions des arbitres et officiels prises au cours d'une compétition pour faire respecter les règles techniques du jeu, les décisions des organismes de disciplines prises en considération du barème des sanctions de référence dans la discipline du Water-Polo*	1 an
Participation à une épreuve non autorisée par la FFN ; Engagement et participation de licenciés non habilités à être engagés dans une compétition ; Sélection non honorée ; retard d'un athlète se rendant à une sélection ; forfait pour une sélection déclaré hors délais ; Communication à des tiers des informations privilégiées obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions et qui sont inconnues du public ; Engagement à titre personnel, directement ou par personne interposée, de mises sur des paris sur une compétition auxquels ils sont intéressés directement ou indirectement ;	2ans
Non-respect des Statuts et des Règlements Généraux de la FFN ou règlements sportifs particuliers des compétitions ; Non-respect des Statuts et des Règlements Généraux de la FFN ou règlements sportifs particuliers des compétitions ; Abus ou fraudes constatés lors de la procédure de délivrance de la licence et la participation et/ou la qualification aux compétitions ; Abus ou fraudes constatés lors de la procédure d'affiliation d'un club ; Abus ou fraudes constatés dans l'application des Règlements administratifs et financiers ;	3ans
Harcèlement physique ou moral ; Atteinte à l'intégrité physique et/ou morale d'un licencié de la FFN ; Maltraitements, dont le bizutage ; Violences sexuelles ; Faute contre l'honneur ou la bienséance ;	5ans



Le barème des sanctions de références

Modification de l'appellation du barème des sanctions dites « automatiques »

ARTICLE 23 : SANCTIONS AUTOMATIQUES CONSÉCUTIVES À LA VIOLATION DES RÈGLES DU JEU ET/OU DU RÈGLEMENT SPORTIF DU WATER-POLO

Les sanctions consécutives à la violation des règles du jeu et/ou du règlement sportif du water-polo revêtent un caractère automatique dans les cas limitativement fixés **par le barème des sanctions de référence annexé au présent règlement**, sous réserve que l'organisme disciplinaire puisse, au vu des observations formulées par la personne poursuivie, statuer sur la réalité et l'imputabilité effective des faits qui lui sont reprochés et prendre en compte les circonstances propres à chaque espèce.

A titre liminaire, les organismes disciplinaires de première instance et l'OGA ne sont pas tenus par ce barème dans le cadre de leur traitement des dossiers disciplinaires.

Ainsi, par exception aux dispositions de l'article 22, lors d'un match de water-polo, tout licencié exclu (EDA – **à l'exception de l'EDA pour joueur illégal** -, EDA 4, EDA 4+P, carton rouge) par décision de l'arbitre est automatiquement sanctionné conformément au barème énoncé dans le tableau en annexe du présent règlement, sans préjudice de sanctions plus graves pouvant intervenir après examen :



Le barème des sanctions de références

Modification de l'appellation du barème des sanctions dites « automatiques »

ANNEXE 1 : BARÈME DES **SANCTIONS DE RÉFÉRENCES**

DÉCISION ARBITRALE	MOTIF	SANCTION DISCIPLINAIRE AUTOMATIQUE
EDA ou carton rouge (joueur)	<ul style="list-style-type: none">- Pour contestations de l'arbitrage (VI.9.13) ;- Pour refus d'obéissance, jeu déloyal, agressivité, inconduite – y compris sortie du champ de jeu sans autorisation -, langage inacceptable, propos incorrects, manque de respect envers l'arbitre, conduite contraire à l'esprit du jeu, jeu dangereux ou jeu agressif (VI.9.13)- Pour gêne dans l'exécution d'un penalty (VI.9.17)	Avertissement

